

Le pouvoir aux travailleurs

4 MAI 2024

N° 304

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Des travailleurs de la fonderie « King Ivoire » dans la zone industrielle de Yopougon en grève.

Éditorial

LE CAPITALISME C'EST LA BARBARIE ET LA GUERRE !

Page 3-4

KING IVOIRE :
LES TRAVAILLEURS
RELÈVENT LA TÊTE !

Page 5

NON
À L'AUGMENTATION DES
FACTURES 'ÉLECTRICITÉ !

Page 7-8

HAÏTI :
LES MASSES XPLOITÉES
N'ONT QUE LE CHOIX DE
LA RÉVOLTE

Page 10-11

<u>ÉDITORIAL :</u>	
- LE CAPITALISME C'EST LA BARBARIE ET LA GUERRE !	3 - 4
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- CHANTIER AVIC INTEL : LA DÉTERMINATION DES TRAVAILLEURS A FINI PAR PAYER !.....	5
- TCP - CHANTIER ABOBO-DOUMÉ : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT PLIER LA DIRECTION.....	5 - 6
- KING IVOIRE : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE !	6
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- LEURS PRÉTENDUES LOIS SOCIALES ET LA RÉALITÉ CATASTROPHIQUE VÉCUE PAR LES TRAVAILLEURS.....	7
- SCOLARISATION : ENTRE DISCOURS ET RÉALITÉ !	7
- NON À L'AUGMENTATION DES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ !	7 - 8
- LA GESTION DES EAUX USÉES DANS LES QUARTIERS PAUVRES N'EST PAS LEUR PROBLÈME !	8
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- AFRIQUE – AGGRAVATION DES VIOLENCES ET DES OPPRESSIONS IMPOSÉES AUX FEMMES	9 - 10
- HAÏTI : LES MASSES EXPLOITÉES N'ONT QUE LE CHOIX DE LA RÉVOLTE ...	10 - 11

LE CAPITALISME C'EST LA BARBARIE ET LA GUERRE !

Cette année comme tous les ans depuis plus de soixante ans, à l'occasion de la célébration du 1^{er} Mai, les dirigeants des centrales syndicales ont fait la courbette devant les autorités sous prétexte de déposer leur « *cahier de doléances* ».

Ces gens-là ne représentent en rien les intérêts des travailleurs. D'ailleurs, si toutes ces « *doléances* » servaient à quelque chose, la majorité d'entre nous ne serait pas plongée dans la misère et la précarité comme nous le sommes aujourd'hui.

Non seulement l'exploitation des travailleurs s'aggrave, mais les prix des biens de consommations ne cessent d'augmenter, ce qui réduit d'année en année notre pouvoir d'achat.

La justice la plus élémentaire voudrait que les salaires soient indexés sur le coût de la vie et qu'ils permettent aux travailleurs de vivre dignement. Mais cette justice-là n'est pas de ce monde, elle est faite pour servir les intérêts des riches contre les travailleurs et les pauvres ! Les dirigeants des centrales syndicales qui font des salamalecs tout le long de l'année à ces ennemis des travailleurs, n'ignorent pas cette réalité-là, mais tout en étant officiellement reconnus comme des représentants des salariés, ils sont en réalité des lèches-bottes du patronat et du gouvernement. En échange des services qu'ils rendent à ces derniers, ils reçoivent quelques miettes. Ils font partie de ceux qu'Houphouët Boigny qualifiait déjà en son temps des « *grilleurs d'arachides* » (dont on pouvait tolérer qu'ils profitent un peu de leur fonction de « *grilleurs* » pour manger quelques graines).

La bourgeoisie et son État ont besoin de ces larbins tout comme ils ont besoin des ministres, des hauts fonctionnaires et des forces de l'ordre pour que l'ordre capitaliste règne sur toute la société.

C'est une guerre permanente que le capitalisme mène contre le prolétariat. Cette guerre se traduit par l'augmentation de la misère et la pauvreté d'un côté, et par l'accumulation de la richesse de l'autre. Cette guerre ne se mène pas seulement sur le lieu de travail mais partout.

Les opérations de déguerpissement que des dizaines de milliers de familles pauvres subissent violemment font aussi partie de cette guerre de classes. Elle est alimentée par la convoitise des bourgeois sur les espaces occupés par les familles pauvres à la périphérie de la capitale ou bien dans des quartiers qui étaient auparavant délaissés par les riches. Aujourd'hui, ces espaces sont devenus la proie des promoteurs immobiliers qui bénéficient de

l'appui de l'État pour chasser les pauvres afin de s'approprier les terrains ainsi libérés.

Cette lutte à mort qui oppose riches et pauvres, bourgeois et prolétaires, ne connaît pas de frontière, elle se mène à l'échelle mondiale. Toutes les frontières entre les peuples n'ont été créées que pour nous diviser et nous opprimer.

Il n'y a pas d'avenir pour les travailleurs et les pauvres dans ce monde capitaliste. C'est le règne de la guerre, de la misère et l'exploitation. La barbarie est le lot quotidien des populations pauvres un peu partout sur la planète. Il en sera ainsi tant que la bourgeoisie détiendra entre ses mains le pouvoir économique et politique.

La tragédie qui se déroule en ce moment au Moyen Orient entre l'État d'Israël et le peuple palestinien est une sanglante illustration du poison de la division créée de toute pièce par l'impérialisme, notamment américain, pour mieux dominer cette région riche en pétrole et importante pour le commerce international.

Les guerres qui se déroulent en Ukraine et plus près de nous, en Rdc au Congo, Soudan, au Mali et au Burkina Faso (dont la population d'un village entier, femmes, enfants et vieillards viennent d'être massacrés par la junte militaire au pouvoir) découlent de la rivalité entre les puissances capitalistes défendant chacune sa bourgeoisie.

Les budgets militaires qui atteignent des sommets actuellement dans les États impérialistes, montrent qu'ils sont prêts à faire plonger l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale si leurs intérêts sont menacés.

Seule la classe ouvrière de par son nombre à l'échelle internationale et de par son rôle clé dans la production des richesses et dans le fonctionnement de l'économie mondiale, a la capacité de mettre fin au système capitaliste et aux menaces qu'il fait peser sur l'ensemble de l'humanité. Pour atteindre cet objectif, les travailleurs devront s'organiser pour exproprier la bourgeoisie, pour exercer eux-mêmes le pouvoir et faire fonctionner l'économie dans le but de satisfaire les besoins de la majorité de la population. L'humanité fera alors un bond en avant en se débarrassant du système capitaliste et en mettant fin aux guerres et à la barbarie.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CHANTIER AVIC INTEL : LA DÉTERMINATION DES TRAVAILLEURS A FINI PAR PAYER !

À Diabo, une petite ville à quelque dizaines de kilomètres de Bouaké, l'État est en train de construire un lycée professionnel. L'exécution des travaux est confiée à l'entreprise AVIC INTL, mais depuis le mois de juillet 2023, celle-ci sous-traite à son tour les travaux auprès d'une autre entreprise.

Les travaux tirant à leur fin, les travailleurs ont exprimé leurs revendications, avant qu'il ne soit trop tard pour eux. Il s'agit des droits non payés ou des retenus sur leurs salaires.

Ayant marre des négociations qui traînent en longueur avec l'Inspection du travail et le patron, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève, le 16 Avril. Au bout de trois jours de grève, le patron a convoqué une autre séance de « *négociation* » pour le mardi 22 avril. À cette séance, il était convenu qu'il allait présenter le montant à verser à chaque travailleur. Mais, encore une fois, ce n'était qu'une

diversion. Des travailleurs en colère tapaient sur la table malgré la présence du commandant de la brigade de gendarmerie. Les représentants des travailleurs sont sortis de la salle pour aller faire un compte-rendu aux 150 de leurs collègues massés devant le chantier.

En apprenant que le patron n'était pas décidé à déboursier la somme qu'il devait à ses salariés, ceux-ci ont commencé à ériger des barricades en scandant qu'ils veulent leur argent volé. Le Directeur de l'Inspection a tenté une nouvelle fois de les mener en bateau, mais lui et le petit patron ont été bloqués sur le chantier par les grévistes. Leur calvaire a duré quatre heures. Ce sont les gendarmes venus de Bouaké et de Botro qui les ont sortis du pétrin !

La mobilisation a été un succès puisqu'une semaine plus tard, les sommes volées aux travailleurs ont été reversées, y compris à ceux qui ont été déjà renvoyés.

TCP - CHANTIER ABOBO-DOUMÉ : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT PLIER LA DIRECTION

TCP (Téranga Compagnie et Plus) est une entreprise du BTP qui a un chantier dans la cité d'Addoha à Abobo-Doumé.

Depuis le mois de mars, les travailleurs ont interpellé à plusieurs reprises la Direction sur plusieurs points de revendications, notamment le paiement des heures supplémentaires.

Plusieurs « *négociations* » ont eu lieu, précédées à chaque fois par un arrêt de travail ou une grève. Mais à chaque fois que le calme revient sur le chantier, la direction en profite pour exercer des menaces et des pressions sur les travailleurs afin de casser le moral de ceux qui essaient de se mobiliser autour des revendications.

Excédés par les manœuvres du patron, les travailleurs ont réagi en choisissant le jour du coulage de béton pour arrêter de travailler. Ils ont attendu l'arrivée sur le chantier des camions-toupies remplis de béton et puis ils ont arrêté de travailler. Comme un seul homme, ils sont descendus des bâtiments pour se rendre à la direction et réclamer leurs dus.

Les camions toupies ont attendu durant plusieurs heures sans pouvoir décharger leur contenu. Ce fut une pure perte pour le patron car il a été contraint de payer la facture sans avoir pu utiliser le béton resté dans les toupies.

Après avoir reçu cette leçon, la direction a fini par payer la semaine

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

suivante le rappel des heures supplémentaires non payées qui était l'une des principales revendications des travailleurs.

De plus, l'employeur a commencé ensuite à se conformer un peu plus à la réglementation, en respectant notamment le salaire minimum interprofessionnel garanti

(SMIG), en fournissant les EPI, ainsi qu'une boîte à pharmacie sur le chantier.

Les travailleurs ont repris le travail, tout en sachant qu'il leur faudra rester sur leur garde. Ils savent que le patron tentera de reprendre d'une main ce qu'il a été obligé de céder de l'autre.

KING IVOIRE : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE !

Les travailleurs de King Ivoire, une fonderie de métaux située dans la zone industrielle de Yopougon, ont fait grève le 15 Avril dernier. Ils réclament, entre autres, l'embauche en CDI pour les journaliers (ils constituent l'écrasante majorité des travailleurs, certains ont plus de 15 ans d'ancienneté) l'augmentation des salaires, la déclaration à la CNPS, plus de sécurité au travail.

Cette entreprise est connue pour ses conditions de travail pénibles. Les fours chauffent jusqu'à plus de 1400 °C, pour autant les travailleurs ne sont pas suffisamment protégés, les accidents sont monnaie courante et les salaires très bas.

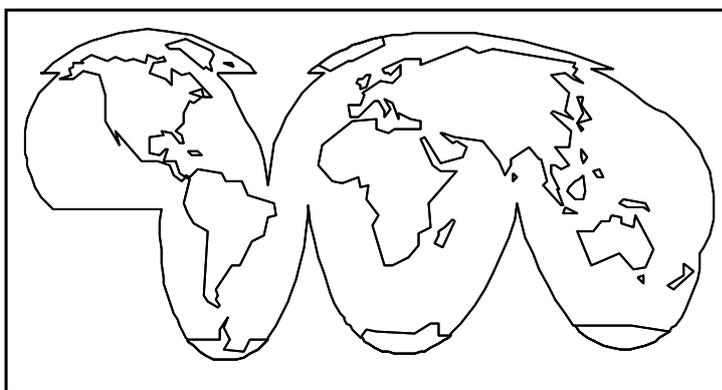
Ce sont tous ces problèmes qui ont fait réagir les travailleurs. Depuis

des mois, ils sont en discussion avec leur direction pour le règlement de ces problèmes, mais celle-ci fait à chaque fois la sourde oreille. C'est ainsi que la grève a fini par éclater.

Les travailleurs ont bruyamment manifesté devant leur entreprise, pancartes en main et banderoles rouges autour de la tête. La direction a fait venir les corps habillés, mais cela n'a pas intimidé les grévistes. Ensuite, elle a tenté de les diviser en annonçant l'embauche de cinquante d'entre eux, ce que les travailleurs ont rejeté.

Finalement, les grévistes n'ont pas obtenu gain de cause, mais ils sont fiers d'avoir réussi à se mettre tous en grève pour la première fois. Cette expérience leur servira nécessairement pour d'autres luttes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LEURS PRÉTENDUES LOIS SOCIALES ET LA RÉALITÉ CATASTROPHIQUE VÉCUE PAR LES TRAVAILLEURS.

Le ministère de l'Emploi et de la Protection sociale a animé une conférence de presse le 30 avril, sur la « *réglementation et lois sur la protection des travailleurs* ». À l'en croire, des « *avancées majeures* » ont été réalisées « *au profit des travailleurs de Côte d'Ivoire* » et que les congés annuels bénéficient à tous les travailleurs, de même qu'une retraite pour leurs vieux jours du simple fait que tout employeur est théoriquement contraint de déclarer ses salariés à la CNPS, etc. C'est un conte de fées pour distraire on ne sait qui !

Les ministres, députés, sénateurs et autres faiseurs de lois sont très bien placés pour savoir que ces « *obligations* » prétendument imposées aux patrons ne sont que de la fiction, d'autant plus que beaucoup d'entre eux sont eux-mêmes des dirigeants d'entreprises. Et comme tous les capitalistes, ils s'enrichissent sur le dos des travailleurs dont ils bafouent les droits élémentaires.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces gens-là. Ils ne peuvent compter que sur leur force collective pour défendre leurs intérêts.

SCOLARISATION : ENTRE DISCOURS ET RÉALITÉ !

Le gouvernement se vante souvent de sa prétendue lutte contre l'analphabétisme, de ses prétendues prouesses en matière de nombre d'écoles construites chaque année, de nombre d'emplois créés pour la jeunesse, etc. Mais la réalité est toute autre.

Par exemple, dans un village situé dans les environs d'Agboville il n'y a qu'une école avec six salles de classes, allant du CP1 au CM2. C'est très loin de ce qui serait nécessaire pour scolariser les enfants de ce village. Il faudrait six enseignants pour qu'il y ait au moins un enseignant par classe alors qu'il n'y en a que deux pour 6 classes.

Malgré sa demande de quatre enseignants auprès de l'État, le responsable de cet établissement n'a rien obtenu. Du coup, pour ne pas laisser les élèves sans scolarité, il a

réuni les parents pour recruter quatre jeunes du village ayant un minimum de bagage pour donner des cours élémentaires. Les parents ont du cotiser pour assurer leur salaire.

A la fin de l'année scolaire, le chef de l'établissement a fait une nouvelle demande auprès de l'État, en vain. Sauf que cette année, beaucoup de parents n'ont pas pu cotiser alors que les instituteurs recrutés localement ont quand même assuré leur travail sans avoir eu leur rémunération en contrepartie. Les deux instituteurs officiellement recrutés par l'État leur donnent par solidarité de temps à autre une partie de leur maigre salaire.

Le gouvernement a trouvé des dizaines de milliards pour organiser la CAN il y a quelques mois, mais que des miettes pour la scolarisation des enfants de pauvres.

NON À L'AUGMENTATION DES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ !

Les nouvelles factures d'électricité plus salées que les précédentes ont commencé à être distribuées. Cela entraîne de la grogne

au sein de la population. Les augmentations vont bien au-delà des 10 % annoncés par le gouvernement pour certaines factures.

L E U R S O C I E T E

La CIE a ouvert une « *ligne verte* » pour expliquer ces augmentations. Cela ressemble plutôt à une diversion. Nos salaires sont bloqués, alors que tout augmente : il est là notre problème !

En temps normal, en plus de l'électricité consommée, diverses taxes viennent s'y ajouter : la « *prime fixe* », la tva de 18%, la redevance Électrification Rurale, la « *taxe rémunératoire pour l'enlèvement des ordures ménagères* », la Redevance RTI et le timbre d'État. Toutes ces taxes représentent plus de 20% de la facture.

Ce qui fait que pour une consommation réelle de 50.000 F d'électricité, l'abonné doit déboursier en moyenne 10.000 F en plus pour les taxes et redevances diverses.

Rappelons qu'une augmentation d'environ 10% avait déjà été effectuée au 1er juillet 2023.

Il faut maintenant de nouveau ajouter 10% supplémentaire, avec cette nouvelle augmentation qui fait passer le prix moyen du courant de 79 FCFA/kWh à 89 FCFA/kWh.

Les familles modestes doivent supporter ces augmentations alors que par ailleurs la CIE annonce pour le 1^{er} trimestre de 2024, des bénéfices en augmentation de 134% comparativement à la même période de l'année dernière.

Sans une réaction vigoureuse des populations, comme ce fut le cas en juillet 2016, les populations pauvres continueront de subir toutes sortes d'augmentations au profit des capitalistes.

LA GESTION DES EAUX USÉES DANS LES QUARTIERS PAUVRES N'EST PAS LEUR PROBLÈME !

Dans le district d'Abidjan et particulièrement dans la commune de Yopougon, nombre d'égouts sont bouchés sans compter que dans certains quartiers, il n'existe même pas d'égouts ni de caniveaux. Les eaux usées stagnent dans les rues et dégradent la voirie tout en nous compliquant la vie. Nous marchons quotidiennement dans ces eaux insalubres. Sur le bord de ces rues malsaines, nous achetons à manger et à boire. Quand il pleut, ce sont ces eaux qui se retrouvent parfois dans

nos maisons. C'est une des causes des maladies telles que le paludisme, la fièvre typhoïde et bien d'autres qui font des ravages dans nos quartiers insalubres. Elles tuent et en même temps obligent les habitants de ces quartiers à dépenser une grande partie de leurs maigres revenus dans les soins médicaux.

Nos autorités font semblant de ne rien voir. Pourtant, elles sont les premières à détruire nos maisons sous prétexte que c'est pour sauver nos vies.

AFRIQUE – AGGRAVATION DES VIOLENCES ET DES OPPRESSIONS IMPOSÉES AUX FEMMES

Malgré toutes les prétendues actions en faveur des femmes en Afrique, les conditions générales dans lesquelles se trouve la majorité des femmes sur ce continent ne s'améliorent pas, mais au contraire s'aggravent en même temps que se dégradent les conditions d'existence de la majorité de la population. Opprimées parmi tous les opprimés, les femmes subissent doublement les conséquences des crises économiques, des guerres et des ravages du système capitaliste.

Butins de guerre, viols, raptés ...

Au Congo (RDC), les bandes armées qui sèment la terreur pour l'accaparement des richesses minières au profit des firmes capitalistes des pays riches d'occident et d'ailleurs, s'en prennent particulièrement aux femmes qu'elles transforment en « *butins de guerre* », qu'elles violent et tuent. C'est leur manière de terroriser des populations entières.

Au Nigéria, des filles sont kidnappées presque quotidiennement sans que cela n'inquiète les autorités publiques. Elles sont emmenées de force dans des endroits où l'État n'intervient pas et sont échangées parfois contre une rançon. On se souvient encore de l'enlèvement spectaculaire de 276 écolières à Chibok, dans le nord-est du Nigeria, par les jihadistes de Boko Haram en 2014. Cela a eu un retentissement mondial et a choqué beaucoup de personnes. Les autorités de ce pays ont fait semblant de mener quelques opérations militaires spectaculaires, histoire de montrer qu'elles agissent résolument contre ce fléau, mais les kidnappings « *quotidiens* » moins médiatisés continuent toujours 10 années après celui de Chibok.

Victimes du sous-développement, des préjugés religieux et traditionnels.

Dans de nombreuses régions d'Afrique, même là où il n'y a pas de guerre, la survie de la majorité des familles de paysans pauvres dépend essentiellement des efforts surhumains que les femmes doivent accepter de faire pour nourrir la famille, aller chercher de l'eau et du bois de chauffage jusqu'à faire des kilomètres à pieds et les transporter sur le dos ou la tête.

Dans certains endroits, sous la pression des mouvements intégristes musulmans notamment, mais aussi à cause de la misère qui pèse sur une grande partie de la population, les filles ne peuvent pas accéder à l'école et sont condamnées au mariage forcé dès leur plus jeune âge. Elles sont parfois échangées contre du bétail ou contre un peu d'argent.

Les hommes au pouvoir autorisent parfois que des femmes soient nommées à des postes de prestige mais c'est surtout pour mieux masquer leur impuissance et leur complicité dans la survivance de l'obscurantisme au nom de la défense des traditions et des « *valeurs africaines* ».

Vers la légalisation des mutilations sexuelles féminines ?

Sous la pression de l'opinion publique internationale et des mouvements de femmes africaines se battant pour l'interdiction de la pratique de l'excision, certains États africains ont fini par accepter de pondre des lois dans ce sens mais sans mettre le poids de l'appareil d'État pour lutter véritablement contre cette pratique moyenâgeuse mutilatrice. Il n'est pas alors étonnant que l'excision ne recule pas, même là où elle est interdite officiellement.

Récemment en Gambie, Adama Barrow (arrivé au pouvoir en janvier 2017) a tenté de supprimer une loi datant de 2015 pénalisant l'excision. Il a cédé aux forces réactionnaires traditionalistes et religieuses qui

s'opposent à ce que soient introduites dans ce pays des normes qualifiées d' « occidentales » au détriment des coutumes ancestrales qu'ils veulent perpétuer jusqu'à la fin des temps !

Malgré des menaces et des pressions venues de ces milieux réactionnaires, des femmes ont osé sortir dans la rue le 18 mars 2024 pour protester contre le projet de loi dépénalisant l'excision. Leur mobilisation, même si elle n'a pas encore abouti à l'abandon définitif de ce projet de loi, a déjà permis de le suspendre, mais pour combien de temps encore ? Ce qui est sûr c'est que le gouvernement d'Adama Barrow compte plus sur l'appui des milieux traditionalistes musulmans entre autres, que sur celui des organisations qui luttent contre les violences faites aux femmes.

Élection d'un polygame à la présidence du Sénégal.

Au Sénégal aussi il y a des associations de femmes qui luttent depuis plusieurs années contre les mutilations sexuelles imposées aux jeunes filles mais aussi contre les mariages forcés et autres coutumes rabaisant les femmes à la position

d'inférieure par rapport aux hommes. Mais avec l'arrivée au pouvoir d'un polygame avéré comme Diomaye Faye, il est sûr que ces associations ne pourront pas compter sur lui pour les aider à lutter contre l'oppression et les violences faites aux femmes. Lui comme Ousmane Sonko, le président de son parti politique (le Pastef) et en même temps son actuel Premier ministre, se sont surtout distingués par leur alignement devant les grands marabouts réactionnaires qui règnent comme des monarques intouchables dans leurs fiefs de Touba et autres « lieux saints » du pays.

C'est toute la société capitaliste qui est basée sur la violence et l'exploitation.

Pour les travailleurs qui veulent bâtir une société plus juste et plus humaine, de même que pour celles et ceux qui veulent une société égalitaires permettant aux femmes et aux hommes de vivre sans oppression, c'est le même combat contre le capitalisme et contre toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme qui permettra de libérer toute la société des entraves héritées des temps immémoriaux.

Dans le monde

HAÏTI : LES MASSES EXPLOITÉES N'ONT QUE LE CHOIX DE LA RÉVOLTE

Cet article est extrait du mensuel La Voix des travailleurs édité à Haïti par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI) le 28 avril 2024.

Les classes dominantes et leurs valets de la classe politique ont laissé proliférer les gangs criminels dans le pays. Pour eux, mieux vaut avoir affaire à des gangs criminels, des assassins qui sèment le deuil et la terreur sur leur passage mais qui s'inscrivent dans la défense de l'impérialisme, que d'affronter des millions de travailleurs, des chômeurs, qui se révoltent contre l'enfer du système d'exploitation capitaliste.

Depuis plusieurs années, les masses populaires vivent au rythme des massacres, des actes terroristes tous plus odieux les uns que les

autres. Des quartiers entiers sont rasés et vidés de leurs habitants. Des centaines de milliers de personnes deviennent du jour au lendemain des sans-domicile, certaines étant contraintes de vivre dans des camps ou de fuir vers des villes de province. Des hôpitaux, des écoles, des marchés publics sont incendiés.

Cela n'émeut pas tant la bourgeoisie, qui continue d'engranger des richesses, quitte à payer grassement les groupes armés pour protéger ses affaires. De toute façon, ce sont les travailleurs qui paieront la facture par l'augmentation des prix.

Hier comme aujourd'hui, la détresse de la population a toujours été le cadet des soucis de la classe politique. Malgré le délitement presque total du pays, elle continue de se battre autour du pouvoir, comme des charognards pour satisfaire leur gourmandise.

Maître des lieux, l'impérialisme, à travers ses ambassades, ne se sent pas plus préoccupé par le pourrissement de la situation. Si cela coïncide, des contingents de soldats étrangers peuvent être dépêchés pour venir protéger ses intérêts et évacuer ses ressortissants, comme ils le font actuellement.

Malgré la situation apocalyptique du pays, des armes de gros calibre, des drones, des grenades continuent d'arriver entre les mains des gangs criminels, en provenance des USA, des Caraïbes, de Saint-Domingue. Ce qui fait dire à certains que Haïti et ses classes populaires sont victimes d'un complot.

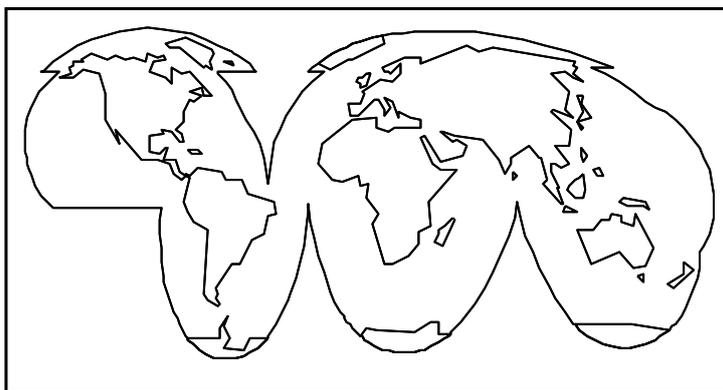
Loin d'être victime d'un complot, Haïti est victime de la domination capitaliste de la planète depuis le débarquement des mercenaires à la solde de la bourgeoisie montante en Europe, de 1492 jusqu'à aujourd'hui.

En cela, Haïti n'est pas une exception. Mais pour avoir, d'une part, tenu tête aux colons esclavagistes français en arrachant leur liberté de haute lutte, en infligeant, d'autre part une défaite humiliante à Napoléon par l'obtention de leur indépendance, les masses haïtiennes victimes de l'esclavage se sont singularisées comme le symbole des luttes contre l'oppression.

Si les gangs armés n'ont pas encore investi toutes les grandes villes du pays, c'est en grande partie dû à la vigilance de la population. Et même à Port-au-Prince, en dépit de la toute-puissance affichée des gangs criminels, certains quartiers comme Canapé-Vert, Juvenat, la ville de Mirbalais, etc. résistent. Dans certains quartiers, les gens s'organisent et engrangent quelques succès.

C'est par la révolte générale de la population que les esclaves ont arraché leur liberté et proclamé leur indépendance à la barbe des colons français et alliés. C'est l'embrasement général des masses laborieuses qui mettra fin à la barbarie des gangs armés et au système d'exploitation qui leur a donné naissance

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.